Table ronde 1 : Comment assurer la cohérence des politiques pour le développement durable?

Citation de l'Agenda 2030 relative à la thématique :

L'ODD 17 sur le renforcement des moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable mentionne spécifiquement la nécessité de renforcer la cohérence des politiques de développement durable dans le cible 17.14

Les conclusions du Conseil intitulées: "Un avenir européen durable: la réponse de l'UE au programme de développement durable à l'horizon 2030", adoptés le 20 juin 2017, soulignent également l'importance que revêt la cohérence des politiques au service du développement durable (CPDD) pour la réalisation du Programme intégré à l'horizon 2030 (paragraphe 21).

Ce principe souligne en effet le caractère transversal déclaré de l'Agenda : les synergies et trade-offs entre les ODDs et leurs cibles ; entre les différents secteurs ; entre les actions au niveau local, national, régional et mondial ; et finalement aussi entre générations. Autrement dit : nous ne pouvons enregistrer des résultats à long terme qu'en dépassant nos compétences respectives et en abordant le sujet dans sa globalité, afin de mieux comprendre les liens croisés entre les différents secteurs et objectifs ainsi que de recenser les synergies et les trade-offs, à la fois géographiquement et entre générations.

Contexte belge:

La Belgique bénéficie d'une longue tradition d'efforts pour promouvoir un développement durable – tant au niveau fédéral qu'au niveau des communautés et régions. À cet égard, les stratégies de développement durable ou leurs équivalents sont toujours considérés comme des instruments indispensables, notamment en raison de leur plus-value en termes de cohérence, de transversalité et de caractère participatif.

Les visions à long terme sur le développement durable – adoptés récemment par différents gouvernements – témoignent de cette tradition, tout comme la Stratégie Nationale de Développement Durable, adoptée en 2017. Cette dernière vise à renforcer la coopération entre les différents niveaux politiques afin d'atteindre les objectifs de développement durable.

Éléments de l'avis coordonné par le CFDD sur le rapport préparant le NVR :

Les différents conseils d'avis se sont exprimés à deux reprises cette année – à travers le Conseil Fédéral du Développement Durable – sur la mise en œuvre des ODDs : dans un avis sur le rapport belge pour la Voluntary National Review 2017, et dans un avis sur le texte cadre de la Stratégie nationale de Développement durable. Dans les deux cas, la cohérence des politiques pour le développement durable est souligné comme principe de base et comme un test pour la politique de développement durable.

Les conseils demandent un engagement politique explicite en faveur d'une réalisation effective de la **SNDD** d'ici 2030. La poursuite des ODD ne peut en aucun cas être réduite aux compétences d'un seul

ministre et ne peut plus être subordonnée à la stratégie politique dominante. Selon les conseils, la cohérence des politiques devrait être un critère prépondérant lors du monitoring de la SNDD et dans les rapports consacrés à cette stratégie. Son évaluation devrait être une tâche importante pour les parties prenantes et les parlements lors de consultations intermédiaires organisées au sujet de l'avancement de la SNDD, mais aussi lors de la réalisation de la NVR. La cohérence doit avant tout être examinée ex-ante au moyen d'un SDG-check ou d'un « AIR » (=Analyse d'impact de la réglementation) étendu au respect des engagements internationaux (SDGs, climat,)..

En ce qui concerne le rapport du 2017 pour le NVR, les conseils auraient aimé voir dans les différentes parties du rapport une attention structurelle accordée au concept de cohérence des politiques pour un développement durable : en ce qui concerne la collaboration entre des niveaux de pouvoir (approche verticale) ainsi que la cohérence entre les différents éléments d'une politique (approche horizontale), notamment pour contrer des effets négatifs que la politique menée dans le propre pays peut exercer au-delà des frontières nationales et de l'UE.

Questions abordées lors de la table ronde :

La traduction de cette vision d'une cohérence des politiques pour un développement durable vers des actions concrètes est un défi important et plusieurs questions peuvent être posées dans ce contexte :

- Quels sont les « building blocks » d'un cadre de cohérence des politiques pour un développement durable (vertical et horizontal, instruments, structures, ...)?
- Comment assurer le suivi et le rapportage en matière de cohérence des politiques pour un développement durable ?
- Comment mieux impliquer les différents acteurs concernés – gouvernements, secteur privé, société civile, citoyens ?